

LA « PEUR » DES RÉFUGIÉS TOUCHE DE NOMBREUX BELGES

La Fondation « Ceci n'est pas une crise » a réalisé une étude sur la perception des Belges par rapport aux réfugiés. Et les résultats interpellent : ils montrent une hostilité par rapport aux réfugiés ou à leurs hébergeurs.

Les auteurs de l'étude ont confronté un échantillon de 801 personnes à une série de messages sur les réfugiés. Un échantillon représentatif de la population belge. Force est de constater qu'on remarque une logique de fermeture à l'égard des réfugiés. Ainsi, 56 % des personnes interrogées estiment « que la Belgique en accueille beaucoup trop, ainsi que de demandeurs d'asile ». A contrario, ils ne sont que 31 % à être contre cette affirmation.

Les chercheurs ont également remarqué que 60 % des répondants estiment « que nous allons vraiment être de plus en plus envahis ». Or, ce thème de « l'envahissement » est abondamment martelé dans les récits des responsables politiques populistes identitaires.

Si 60 % des répondants ont « peur d'être envahis », on constate qu'ils fondent leur jugement sur une évaluation erronée du nombre de réfugiés. Seuls 13 % des personnes interrogées indiquent un pourcen-

tage « voisin » de la réalité, soit de 0,1 % à 1 % de la population européenne.

L'enquête montre aussi qu'il y a une hostilité des personnes face aux hébergeurs de réfugiés. 49 % des répondants approuvent le fait « d'interdire à des gens d'accueillir des réfugiés en situation illégale » (confusion intéressante, vu que le réfugié a obtenu le droit de résider dans le pays qui l'accueille). 42 % des répondants estiment que les Belges accueillant des réfugiés sont des naïfs.

LA SOCIÉTÉ DIVISÉE

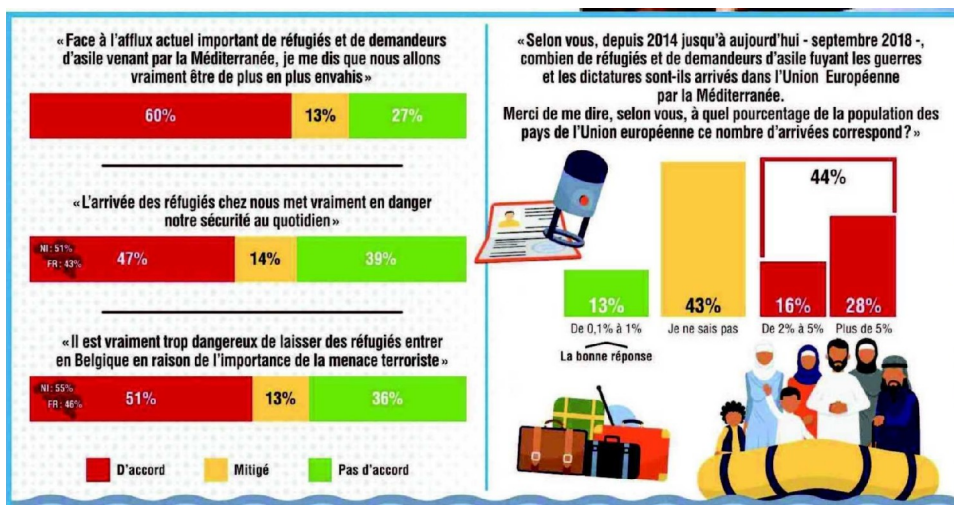
Comme pour l'enquête « Noir-Jaune-Blues », réalisée il y a deux ans, le sociologue Benoît Scheuer a divisé la population en quatre profils socioculturels, en fonction qu'ils adoptent des positions d'ouverture (confiance) ou de fermeture (craintes), qu'ils soient antisyndème ou qu'ils défendent ce dernier. Il y a les « abandonnés », les « traditionalistes » d'un côté. Les « renaissants » de l'autre. Et au milieu les « ambivalents ». Des groupes qui constituent, chacun, approximativement 25 % de la société. Or, ces sentiments d'hostilité par rapport aux réfugiés sont davantage marqués chez les « traditionalistes » et les « abandonnés »

Autre résultat qui interpelle : 49 % des répondants se disent « favorables au renvoi chez eux des réfugiés arrivés illégalement sur notre territoire, même si on les renvoie dans des pays dictatoriaux, comme par exemple, le Soudan. ». L'étude montre aussi qu'il existe une sympathie sélective en fonction du pays d'origine. Ceux qui sont les moins rejetés sont les chrétiens d'Orient et ceux qui fuient la Syrie ou l'Irak. Ceux qui sont les plus rejetés sont les personnes venant du Maghreb.

CONCLUSIONS

« Le rejet des autres relève probablement davantage d'un sentiment de ne pas être protégé, de craindre avant tout une menace culturelle, un déclassement social et économique, une peur de perdre son statut, même si cette peur est encore éloignée de la réalité socio-économique vécue », explique le sociologue Benoît Scheuer dans ses conclusions. « Ces ressentis sont manipulés et instrumentalisés par la rhétorique des leaders populistes identitaires, mais à la source il y a une angoisse existentielle ». ●

G.B. ET



Euroscepticisme

Une corrélation avec l'hostilité à l'Europe

Dans son étude, la Fondation a soumis aux répondants des questions par rapport à leur opinion de l'Union Européenne. Elles montrent une corrélation entre le rapport à l'Europe et le rapport aux réfugiés.

Ainsi, plus le répondant est méfiant et opposé à l'Europe, plus s'exprime aussi chez lui le rejet des réfugiés.

Chez les personnes opposées à l'Europe, l'étude montre une crainte au rapport à l'autre en

général

« Plus on est opposé à l'Europe, plus on est favorable au rétablissement des frontières entre les pays européens », explique-t-on dans le rapport. « Et bien sûr, plus on est opposé à l'Europe, plus on ne souhaite pas qu'un parti politique belge place sur sa liste des candidats pour les prochaines élections européennes des personnes d'une autre nationalité européenne que belge. »

G.B.

« Face à l'afflux actuel important de réfugiés et de demandeurs d'asile venant par la Méditerranée, je me dis que nous allons vraiment être de plus en plus envahis »



Eviter de diaboliser ceux qui ont peur

Didier Swysen

EDITORIALISTE

Étude interpellante que celle que nous publions ci-contre et qui témoigne d'une société bien divisée. Un Belge sur deux (même un peu plus) montre une hostilité à l'égard des réfugiés. Il serait même prêt à les renvoyer dans leur pays, dictature ou pas. Ce qui est doublement illégal : la Convention européenne des droits de l'homme interdit le renvoi vers un État où l'intégrité physique d'une personne est mise en danger... Et un réfugié a, par définition, obtenu le droit de résider chez nous. Il est probable que ces distinctions entre demandeur d'asile, migrant

et réfugié étaient confuses dans l'esprit des interviewés. Cet émoi vis-à-vis de la migration nous semble plus témoigner d'une peur de l'autre que d'un rejet viscéral. Comment la désamorcer ? Pas en jouant sur les émotions, en biaisant les infos, cela exacerbera les clivages. Ni en diabolisant ceux qui ont peur, réaction amplifiée par les réseaux sociaux : si vous ne tenez pas un discours politiquement correct, vous êtes raciste ou, pire, fasciste. C'est bien souvent idiot et renforcera, là aussi, les clivages. Est-il honteux que celui qui a un emploi précaire craigne

de le perdre au profit de celui qui arrive ? Que celle qui habite depuis 50 ans un quartier se sente fragilisée par la mutation de sa population ? Demandez à Raoul Hedebouw si l'ouvrier qui a perdu son emploi délocalisé est toujours prompt à avaliser le programme « refugees welcome » du PTB ? Le sujet est sensible. Il convient de ne pas l'enfermer dans la caricature, dans les clivages exacerbés. Il demande, de la part de tous, un discours clair, sans tabous ni erreurs ou grossièretés factuelles ; de la pédagogie aussi. Et, on vous l'accorde, c'est tout sauf facile. ☺



3 questions à Benoît Scheuer, sociologue**« Ces personnes se sentent menacées et se replient »**

➔ **Benoît Scheuer, de nombreux Belges montrent une crainte dans leur rapport à la migration. Comment analysez-vous ces résultats ?**

Il y a un courant majoritaire qui suit un principe de rapport anxigène à l'altérité. On ne rejette pas que les migrants mais toute l'altérité. C'est aussi consécutif de la mutation sociétale. On a le sentiment d'être dans un vide identitaire et, logiquement, certains individus vont se replier dans des communautés organiques. L'individu se sent menacé, victime. Et comme il n'y a pas de société, il va se replier et se définir en essentialisant son identité.

➔ **Comment sortir de cette situation ?**

Je pense qu'il faut tenter de construire un contre-discours et ne pas diaboliser ceux qui ont peur.

Il faut se dire que ce sont des individus qui ne se sentent plus protégés.

Il faut un discours clair pour attaquer le populisme à la racine. À côté de cela, il faut un État fort, mais pas autoritaire. Un État qui a une capacité d'agir et qui tend à réduire les inégalités sociales. Un État qui tente aussi de développer un récit sur une nouvelle identité collective.

➔ **Votre étude montre une différence de perception en Flandre et en Wallonie. Comment expliquez-vous cet écart ?**

La Flandre a historiquement une blessure identitaire. Du côté Wallon, c'est au contraire les combats sociaux qui font partie de l'imaginaire collectif. Deuxièmement, la Wallonie est, dans son histoire, habituée à intégrer des populations qui viennent d'ailleurs. La Flandre est beaucoup plus homogène. Enfin, il y a en Flandre un discours politique plus radical par rapport aux migrations, tenu par le Vlaams Belang ou encore la N-VA. ●

G.B.